

Au bord du monde

Loin des rivages connus



<http://dunod.link/ramses27-02>

Le monde ne nous ressemble plus. Et veut-il encore nous ressembler ? L'Europe, la vieille Europe rajeunie qu'entend symboliser l'Union européenne, raisonnable et rationnelle, attire encore son alentour, mais qu'est-elle au-delà ?

Que dit-elle, que pèse-t-elle dans un monde qui semble regarder ailleurs ? Avons-nous pris conscience qu'elle se réduisait de plus en plus à nous-mêmes ? La construction européenne – bientôt l'Union européenne (UE) –, c'était notre rentrée dans le monde, après la mort frôlée dans deux guerres mondiales ; et c'était un instrument neuf pour modeler ce monde : un outil de paix, d'échanges prospères, de normes et de droit. La construction européenne assurait pour chacun de ses acteurs une nouvelle définition de présence au monde – à des degrés divers, pour la France, l'Allemagne, l'Espagne ou la Pologne... –, et la force d'une navigation collective dans un environnement aux règles inédites. Corollaire : la tendance répandue à oublier, ou voir comme naturel, le fait que cette dynamique était couverte par une logique atlantique qui, à la fois, décrivait le risque de guerre, l'assumait et, pour nous, le marginalisait.

Le rêve se perd dans les défis du jour. Toujours prospère, riche de son vaste marché interne, l'UE fait désormais face à des sommets difficilement gagnables : élargissements multiples avec leurs implications largement impensées ; réindustrialisation ; sécurisation de ses approvisionnements de toutes natures, et sécurité tout court ; maintien dans la course technologique mondiale ; transition énergétique et climatique... L'image n'est plus celle d'une Europe faisant la course en tête, forte de ses moyens et de ses discours. Au bris de l'image d'un Occident dénoncé comme dominateur sous son amabilité démocratique fait écho l'usure européenne : en Afrique où l'on « redécouvre » l'histoire colonisatrice ; un peu partout avec des Européens tenus en marge de la diplomatie des crises ; et dans la contestation par le « Sud global » d'un ordre dont l'Europe assurait le côté pacifique et souriant.

En Europe même, l'UE jouit d'opinions positives, parfois ambivalentes, voire ambiguës : attente d'équilibrage économique pour les candidats ; reconnaissance d'intérêts devenus insécables, sans trop d'amour, pour les plus anciens membres ; salut général un peu défiant à l'Europe de paix ; et, un peu partout, tentations de renationalisation des politiques d'État... Symbolique à cet égard, l'agitation autour des thématiques de défense : la divergence des intérêts et des analyses stratégiques pousse à valoriser les politiques industrielles – rarement collectives – comme de véritables politiques de défense – mais que veut-on défendre, pour quel but politique final, comment, avec qui, et quels moyens ?

Dans un contexte marqué par la prolifération des appels à « l'autonomie européenne » et l'absence de stratégie concrète pour y parvenir, le fonctionnement même des institutions bruxelloises apparaît souvent décalé, voire incompréhensible : rivalités entre le Conseil – les États – et la Commission – qui se prend à tort pour un gouvernement – ; divergences entre États membres sur les modes de décision et la répartition des pouvoirs institutionnels ; attentes de réformes juridiques qui deviennent de moins en moins imaginables avec l'accroissement du nombre des membres...

L'éléphant dans la pièce est bien l'élargissement, le concept même d'élargissement. Par ce qu'il annonce, par ce qu'il symbolise. Ce qu'il annonce est-il traité, politiquement, institutionnellement, budgétairement ? Ce qu'il symbolise est-il rassurant : cette incapacité des Européens à penser l'altérité, ou la proximité, autrement que comme candidature ? L'idée de Communauté politique européenne a bien tenté d'ébaucher le cadre d'une réflexion neuve à cet égard, mais elle risque de se voir vite dépassée par le désordre de la course à l'élargissement, qui mêle des attentes économiques et sécuritaires dont l'Union n'a pas la clé. Une course dont, au demeurant, l'issue n'est guère prévisible – sauf en termes de divisions...

Ces problèmes de fond ne posent pas à l'UE des questions juridiques mais gravement politiques : que voulons-nous être demain dans le monde tel qu'il sera ; comment nous réorganiser en fonction de ce monde ; avec qui ?

Qui décrirait aujourd'hui d'une voix ferme le rapport de l'Amérique trumpiste au monde ? Le terme de domination serait, nul doute, central – mais ses déclinaisons restent mystérieuses.

Deux obsessions semblent claires. Une stratégie du récit, du spectacle, d'une domination cherchant à méduser tout autre acteur – aux moyens multiples, de la saturation communicationnelle aux démonstrations ponctuelles, voire impulsives : l'action vénézuélienne fait figure d'archétype, avec sans doute derrière la guerre contre l'Iran, avec un succès moindre. Deuxième obsession : le challenger chinois. Certes, les États-Unis demeurent, et de loin, la puissance prééminente dans les domaines décisifs à court et moyen termes : finance, économie globale, militaire, réseaux de présence, technologies... Mais ils savent qu'ils ne sont plus seuls, surtout dans le regard des autres. La Chine n'est pas le nouvel *hegemon*, mais elle est largement présente économiquement dans le monde, et sert de contrepoids au moins symbolique à la puissance américaine, avec une activité diplomatique de plus en plus étendue et efficace.

La position américaine a donc la rude tâche de combiner des éléments pouvant paraître largement contradictoires : le discours de domination, le refus de l'extraversion promis aux électeurs après les douloureuses expériences militaires du début du siècle, les engagements ponctuels pour la crédibilité politico-militaire ou la défense d'intérêts directement économiques, et le *roll back* contre la Chine.

Dans ce contexte, que représente la focalisation revendiquée sur « l'hémisphère occidentale » – autrement dit, vu de Washington, les Amériques –, à travers le soutien idéologique aux « régimes-frères », l'appétit manifesté pour le Canada ou le Groenland ?

L'une des manières de traiter la contradiction entre désir de présence de puissance et reconnaissance forcée des limites de cette puissance est de recourir au modèle de la zone d'influence. La chasse gardée pouvant rester un appui pour l'action extérieure. À cet égard, une « Amérique globale » docile, dominée (on peut s'arranger avec le Canada ou le Groenland), peut représenter le croisement des fantasmes stratégiques de Washington : un contrôle territorial possible – par la mer ou avec des interventions terrestres, avec l'avantage de traiter l'obsession migratoire ; une affirmation sans fard de puissance – voir l'opération vénézuélienne ; la marginalisation du concurrent chinois – de plus en plus présent et important économiquement dans la zone ; la recherche d'une homogénéité idéologique – à travers le soutien aux régimes d'extrême droite de la région.

Être fort chez soi et autour de soi pour peser ailleurs : les puissances ont-elles jamais pensé autrement ? Mais le concept stratégique assez classique est mis en œuvre d'une telle manière qu'on peut s'interroger sur sa lisibilité, et donc son efficacité finale. L'alignement volontaire ou forcé d'une partie de l'Amérique latine survivra-t-il aux quelques années de trumpisme agressif : le sous-continent a déjà donné nombre d'exemples de ses balancements politiques. Et au large, l'affirmation rogue de la puissance américaine s'accompagne de menaces de désengagement. On ne peut pas croire à un désengagement total d'Asie ou d'Europe. Mais, sans conteste, les alliés de Washington sont aujourd'hui poussés à imaginer des avenir moins garantis par la puissance américaine.

On est tenté de décrire, à partir des errements de l'administration américaine, une situation paradoxale et dangereuse : une puissance encore dominante ; mais en perte de puissance ; et sans doctrine claire pour user des moyens de sa puissance. Avec, à l'entour, un challenger misant sur le long terme et attendant que trébuche le précédent dominant (par exemple en Iran...). Plus au loin, une ancienne puissance – la Russie – seulement intéressée provisoirement à démonter les structures d'un monde qui ne la reconnaît plus comme puissance. Et puis les autres, alliés européens ou asiatiques, déçus mais pour l'heure assez démunis d'une claire volonté politique pour se resituer dans le monde nouveau. Toutes dimensions qui définissent un monde dangereux.

La supériorité technique a toujours défini la puissance : les Occidentaux le savent bien. Et les technologies – dites « nouvelles » – sont aujourd'hui partout : dans la définition des codes et des effets de la puissance, et dans les vies de la très grande majorité des habitants de la planète.

La guerre d'Iran a confirmé leur poids dans deux dimensions essentielles : les armes et l'information. Dans l'ordre des armes – l'Ukraine avait précédé –, la guerre a montré la vaste diversification des instruments désormais à la disposition d'acteurs inégaux, leur efficacité et, en même temps, leur impuissance à décider seuls du sort de l'affrontement. Dans l'ordre de l'information, le spectacle a été donné par la stratégie de saturation trumpienne – reprise en mode mineur par Téhéran –, qui s'est finalement retournée contre son auteur : on ne peut annoncer 38 fois quelque chose sans que la 39^e fois passe pour une plaisanterie ou un mensonge...

Plus largement, l'invasion technologique de nos sociétés et de nos esprits pose de multiples questions. Traduit-elle l'insécabilité du monde : les esprits ou composants nécessaires ne pouvant être concentrés exclusivement par tel ou tel acteur ? Ou, au contraire, incite-t-elle à repenser l'autarcie – ligne de fuite d'une souveraineté menacée par la dépendance technique ? Question stratégique pour les Européens.

Et qui contrôle ? Le temps des États stratèges impulsant les grandes recherches duales est passé. Les entreprises – pensons aux dominants du numérique – investissent, découvrent, diffusent, et le politique court, dans le meilleur des cas, après ses fantasmes de réglementation – sauf, sans doute, en Chine : d'où l'efficacité et la rapidité de la dynamique chinoise. Le contrôle *ex post* peut-il suffire ?

Comment les démocraties survivront-elles aux bouleversements qu'introduisent ces technologies dans les flux d'information – et donc dans les systèmes d'éducation supposés fonder les échanges rationnels déterminant les choix démocratiques ? Quelle société s'orientera demain dans le flux de poussières d'énoncés à visage d'informations où vrai et faux ne sont plus discernables ?

L'illusion n'est plus possible. Ces technologies redéfinissent le monde : les rapports politiques internes à nos sociétés, les hiérarchies de puissance, les règles mêmes du dialogue entre les États – encore détenteurs de l'officialité de la décision politique. Une fois encore, la guerre d'Iran fait exemple. Trump et les temples de l'information continue ont repris le mot d'ordre des bolcheviks : *À bas la diplomatie secrète !* – mais toute vraie diplomatie est secrète... Le jeu permanent entre l'affichage de l'administration trumpienne – à la fois micro et hyper – et les véritables négociations exigées par les Iraniens définit-il un nouveau rapport entre la place publique et les salons de la diplomatie ?

C'est simplement la place – peut-être la définition – du politique qui est en cause. Sommes-nous libres si les technologies de notre quotidien dépendent d'intrants que nous ne maîtrisons pas ? Si les réseaux sociaux sont la nouvelle agora ? S'ils sont l'instrument de puissances extérieures ? Sommes-nous décideurs de notre destin si les instruments techniques permettant à nos sociétés de fonctionner dépendent d'acteurs étrangers ? Et de quels acteurs étrangers : États, entreprises ? Bref, la notion de souveraineté technologique définira-t-elle demain à la fois l'espace vital de la démocratie et les nouveaux rapports de puissance ?

Nous sommes au bord – peut-être au-delà du bord... – d'un monde autre, chacun le sent. Encore dans la tempête de transition. Est-il encore temps de tenter de penser ce nouveau monde ?

D. D.